

Le printemps des chaises

Les universités entament leur septième semaine de grève. Six semaines d'un conflit qui tient bon, qui peut fléchir ici ou là mais se relance aussitôt, qui s'enracine, qui invente ses modes d'action, débride l'imagination et répond par l'insolence au mépris qu'affichent le terminator-président et ses affidés.

On a voulu présenter ce mouvement comme le réflexe corporatiste de fonctionnaires défendant leur statut, sous-entendu leurs privilèges... Tout le monde – et jusqu'à la presse – voit bien que les causes de cet embrasement sont plus profondes ! Elles tiennent aux conditions de cette activité bien particulière qu'est la production et la transmission de connaissances. Il y a deux conceptions radicalement opposées de cette activité : celle du service public, d'une recherche librement menée, qui se développe dans la quête opiniâtre d'une meilleure appréhension du monde, qui se soucie des besoins sociaux, environnementaux, celle d'une Université ouverte à tous ; et puis l'autre, celle qui se plie aux logiques des marchés (si tant est que ces deux mots ne soient point contradictoires), qui entend soumettre les thèmes de recherche à l'impératif d'une rentabilité immédiate, celle qui met en concurrence les universités et les personnes qui ne veulent pas se laisser d'y travailler... Le mouvement a choisi résolument le premier terme de l'alternative, dès la seconde coordination, à la Sorbonne, en ponctuant la résolution adoptée par cette affirmation : « le savoir n'est pas une marchandise, l'université n'est pas une entreprise ! »

Pour comprendre la ténacité de cette vague de fond, il faut aussi rappeler le discours du 22 janvier qui fut reçu comme une giflette dans les labos, dans les amphis : « un chercheur français publie de 30 à 50 % en moins qu'un chercheur britannique. Évidemment, si l'on ne veut pas voir cela, je vous remercie d'être venu, il y a de la lumière, c'est chauffé... ». Chauffés, certainement, les enseignants chercheurs, les chercheurs, les personnels, les étudiants l'ont été ! 50 000 dans les rues de Paris le 10 février, autant en régions. Pour comparaison, au plus fort des mobilisations de 2004 contre les suppressions de postes et de

crédits, SLR (Sauvons la Recherche) et les syndicats avaient entraîné 12 000 personnes dans les rues de Paris avant que Fillon ne déclare qu'il fallait « éteindre l'incendie » et lâche sur les postes et les crédits...

L'imagination, des cours à la rue

Difficile de rendre compte du foisonnement des initiatives qui ont contribué à construire le mouvement dans la durée. Puisque la grève devait être « active », les cours se sont transportés sur la place publique, dans les gares, les rames de RER. Pour commencer, les lectures publiques de *La Princesse de Clèves*, brocardée par Sarkozy avec sa grossièreté coutumière, ont ainsi rendu justice au roman de Madame de la Fayette ! On ne compte plus les cours « ouverts » sur des sujets de société – les contes pour enfants sont décryptés, les phénomènes physiques expliqués – et bien évidemment sur la mobilisation en cours.

Et puis, *Le printemps des chaises* est venu... Ces chaises calfeutrées dans les salles de cours ne demandaient qu'à prendre l'air ! Empilées dans les amphis, elles incitent leurs propriétaires à se joindre à la grève.

PARIS 14, LA NOUVELLE UNIVERSITÉ QUI ROULE !

L'Université Paris 14 offre ses cours tous les mercredis sur la ligne 14 du métro parisien. Sans chauffeur, ni Président, elle est critique, nomade et ouverte à tous. Elle mêle recherche scientifique, action politique et travail poétique, affirme la joie d'apprendre et de se rencontrer. www.univ-paris14.blogspot.com

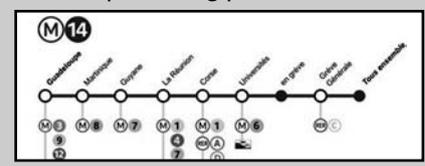


PHOTO : D.R.

Concerts, piqueniques, conférences, débats ont fleuri à côté des AG et des coordinations. Il y a dans ce mouvement un côté « fête » indéniable. Mais devant l'autisme du gouvernement, le mouvement se radicalise, inévitablement. Les blocages posent problème si l'on veut que la grève reste active. Mais ils n'ont pas jusqu'à présent provoqué les tensions que l'on a connu à l'automne 2007 pendant le mouvement étudiant contre la mal nommée LRU, les enseignants chercheurs étant alors quelque peu à la traîne et pour certains carrément hostiles...

Le gouvernement entendait mener ses réformes tambour battant. Mais voilà, les tambours ont changé de camp et se retrouvent dans les mains des manifestants. Alors, il essaie le pipeau... Le jour du « non enterrement » de la recherche au Panthéon (26 février), Pécresse embarquait quatre petits syndicats – le SNESUP fut retenu au dernier moment ! – pour une réécriture du décret dans ce qui s'est révélé être une galère... Il leur faut ramer maintenant ! Darcos récidive sur la formation des maîtres dans un salmigondis qui laisse entière son impossible réforme. En s'en tenant à un « report d'un an de la mise en place des nouveaux concours », la FSU, et singulièrement le SNES, semble avaler la couleuvre. Pourquoi Darcos céderait-il dans ces conditions ?

La coordination a fixé clairement ses préalables à toute négociation. Le bras de fer reste donc fermement engagé. L'extension du mouvement « de la maternelle à l'université » reste une perspective. Les importantes manifestations du 11 mars n'ont pas permis la jonction, les syndicats enseignants n'ayant guère mobilisé... Une autre fois ? Cela devient urgent !

Et si le 19 venait tout bousculer ? ●

JEAN MALIFAUD, LE 16 MARS